

Election des représentants des locataires

5 décembre 2022

INDECOSA-CGT ne laissera pas remettre en cause l'expression démocratique des locataires !

Communiqué de l'Indecosa CGT

Depuis la mi-novembre, 4 000 000 de locataires du parc social sont appelés à voter pour élire leurs représentants qui siègeront au conseil d'administration de leur organisme Hlm.

Ces élections se déroulent actuellement dans des conditions matérielles si catastrophiques qu'elles contraignent une majorité de bailleurs à demander le report de ces élections, parfois de plusieurs semaines, sans que nous ayons la garantie qu'elles puissent réellement se tenir dans de bonnes conditions.

Cette élection est une élection nationale placée sous la responsabilité de l'Union sociale pour l'Habitat (USH) et des fédérations de bailleurs qui la composent. Elle a lieu tous les 4 ans.

En 2018, nous sommes déjà intervenus à la suite d'irrégularités concernant les procédures de vote et les délais nécessaires pour que chaque locataire reçoive le matériel de vote en temps voulu et puisse s'exprimer.

Malheureusement l'USH et les instances du logement se refusent toujours à reconnaître INDECOSA-CGT comme un interlocuteur légitime, sérieux et efficace dans la représentation des locataires compte tenu de l'implication de ces militants au sein du parc HLM. Nous n'avons pas été invités à la négociation des protocoles

électorales des deux fédérations de bailleurs (celle des OPH et celle des ESH).

La possibilité de voter à l'urne a été supprimée et dans bon nombre d'endroits le vote par correspondance aussi. Ne laissant pas d'autre choix aux locataires que de voter par voie électronique alors même que chacun reconnaît la fracture numérique chez les familles défavorisées.

De plus il n'y a pas eu de la part de l'Etat, des fédérations composantes de l'USH de véritable campagne de sensibilisation au vote.

Dans les protocoles locaux les représentants d'INDECOSA-CGT ont dénoncé ce choix délibéré de ne pas mettre les moyens nécessaires pour l'expression démocratique des locataires.

Aujourd'hui en pleine période de vote, les bailleurs sont obligés de convoquer en urgence les commissions électorales pour prolonger les dates de scrutins. Entre la société PARANGON qui a décroché le marché d'impression des bulletins, des professions de foi et la Poste en charge de la distribution, de nombreux locataires n'ont pas reçu le matériel suffisamment tôt pour voter. A cela s'ajoute les problèmes de connexion internet, cette élection est une catastrophe pour la démocratie.

Les premiers résultats annoncent une faible participation d'environ 10% de votants, ce qui est préjudiciable à l'exercice de la citoyenneté.

INDECOSA-CGT demande dès aujourd'hui une rencontre nationale début janvier de tous les intervenants : Etat, USH, fédérations, associations de locataires, prestataires, afin de déterminer :

- **Les responsabilités des dysfonctionnements,**
- **Connaître l'étendue et les causes de toutes ces embûches, le coût financier de tous les contrats et surcoûts,**
- **Quel était le contenu de l'appel d'offre pour que plusieurs sociétés ne postulent pas ?**
- **Quelles garanties de résultats a pris la société PARANGON en prenant 80% du marché et qui se trouve aujourd'hui complètement défaillante ?**

L'implication citoyenne est indispensable pour être associé aux choix, aux priorités, faire entendre la voix des locataires et améliorer la gestion des organismes au service des usagers. Il ne faudrait pas que les décideurs utilisent

leurs défaillances pour remettre en cause ce type d'élection ce qui accentuerait davantage l'abstention dans les quartiers populaires.

En déposant plus de 120 listes de candidats INDECOSA-CGT s'engage depuis plus de 20 ans pour impliquer les locataires dans la gestion de leurs conditions d'habitat et faire progresser leurs revendications.

Nous ne laisserons pas remettre en cause l'acte démocratique et de mobilisation citoyenne visant à donner aux locataires le pouvoir de désigner leurs représentants.

Montreuil, le 5 décembre 2022

Christian KHALIFA, Président de l'INDECOSA-CGT